



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 11/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Union INVIVO Bassens (terre)

Quai Alfred de Vial
33530 Bassens

Références : 26-205
Code AIOT : 0005200353

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2026 dans l'établissement Union INVIVO Bassens (terre) implanté Quai Alfred de Vial 33530 Bassens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Union INVIVO Bassens (terre)
- Quai Alfred de Vial 33530 Bassens

- Code AIOT : 0005200353
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société «In vivo - terre» est autorisée par arrêté préfectoral du 31 octobre 1994.

Le site INVIVO, sur son site de Bassens, exploite côté "terre" les activités suivantes au titre des installations classées :

- 2160-2-A activité de stockage de grains dans des silos verticaux qui est classée sous le régime de l'autorisation (sur site 111 000 m³ > 15 000 m³ régime A),
- 2160-1-A activité de stockage de grains dans des silos plats qui est classée sous le régime de l'enregistrement (sur site 105 000 m³ > 15 000 m³ régime E),
- 2910-A-1 activité de séchage de grains qui est classée sous le régime de l'enregistrement (sur site 44.9 MW > 20 MW régime E)

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
4	Produits incompatibles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	et réservoirs associés à des rétentions		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte la réglementation liée à la compatibilité des produits chimiques

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : L'inspection des installations classées (IIC) a vérifié par sondage la présence des FDS des produits suivants : - La phosphine (en date du 08-05-2023) - Le Kobiol (en date du 04/04/2024) L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité (FDS) en version informatique sur son serveur interne. Il existe également une base de données (BMS : Blue Management System) dans laquelle on retrouve les FDS et les fiches techniques des produits insecticides. Les employés disposent d'un accès sur le serveur où sont stockés les FDS.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Le stockage des produits chimiques se fait dans des locaux dédiés (1 local pour les phytosanitaires, 1 local.pour les huiles). L'exploitant a indiqué fournir les EPI adéquats aux employés lorsqu'ils s'en servent.</p> <p>Les FDS de produits chimiques du point précédent ont été analysées sur certains points :</p> <p>Rubrique 5 : Mesures de lutte contre l'incendie_Moyens d'extinction :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La phosphine : la FDS indique "Au contact de l'eau, des gaz hautement inflammables et très toxiques sont libérés". Dans le local où est stocké ce produit, l'IIC a constaté la présence de deux sacs de sable servant d'absorbants en cas d'épanchement. => cf demande - Kobiol : la FDS indique "éteindre à l'eau pulvérisée" ; Dans le local où est stocké ce produit, l'IIC a constaté la présence de 2 extincteurs à eau additivée (contrôlés en janvier 26) <p>Rubrique 7 : Manipulation et stockage_partie stockage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Phosphine : la FDS indique "Ne pas stocker avec des acides, de l'eau, des substances oxydantes et des substances autoinflammables" ; Aucun produit n'était stocké avec la phosphine. Celle-ci est stockées dans une armoire dédiée au sein du local "produits phytosanitaires" - Kobiol : la FDS indique "Ne pas stocker avec les types de produits suivants : Oxydants forts, Gaz" ; Aucun produit incompatible n'était stocké avec le Kobiol. <p>En outre, un vieux contenant de phosphine d'environ 3 kg était présent dans l'armoire de stockage de phosphine. Des dires de l'exploitant ce bidon ne servira plus.</p> <p>=> cf demande</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant confirme que les 2 sacs de sable faisant office d'absorbants peuvent être utilisés pour éteindre un feu de phosphine.</p> <p>L'exploitant évacue dans une filière adaptée le bidon de phosphine de 3 kg présent dans l'armoire de phosphine.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Les produits sont stockés sous rétention, autant pour ceux qui sont en stock, que pour ceux qui sont en cours d'utilisation. Ce point a été constaté par sondage durant l'inspection de terrain.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucune incompatibilité n'a été identifiée lors de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'exploitant dispose d'un état des stocks qui a été consulté par l'IIC. Cependant, l'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer s'il dépasse, pour certaines rubriques de la nomenclature des ICPE, le seuil de déclaration ou non. En effet, il est nécessaire pour cela qu'il identifie les mentions de danger par produits chimique dont il dispose, puis de faire la somme des quantités par rubrique de l'ensemble de ces produits (par exemple, la phosphine possède une mention de dangers H400, qui fait qu'elle relève de la rubrique 4510 de la nomenclature ICPE). => cf Demande
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant complète son état des stocks en faisant apparaître la quantité par numéro de rubrique ICPE de la nomenclature pour s'assurer qu'il ne dépasse pas le seuil de la déclaration.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois